

le rapport NADEAU

un problème pédagogique ou politique?

par Guy Demers

Le rapport du Conseil supérieur de l'Éducation sur *l'état et les besoins de l'enseignement collégial*, communément appelé rapport Nadeau, devrait être discuté dans un cadre élargi. Les recommandations du rapport ne peuvent être dissociées des négociations en cours pour tous les employés des collèges. Ces groupes, qui se trouvent touchés, feront une analyse conjointe du rapport pour en arriver à une position collective.

Un tel élargissement ramènera nécessairement le débat sur un terrain plus concret, plus dur aussi. Nous savons ou devrions savoir que les groupes organisés n'ont pas la servilité facile d'une certaine bureaucratie et que leur position et leur action ont souvent pour résultats de faire apparaître certaines contradictions.

DES REVENDEICATIONS DES PROFESSEURS...

L'année scolaire 1975-1976 sera l'année de la négociation pour tous les enseignants en général, et en particulier, pour ceux du niveau collégial. Quelle place prendra le rapport Nadeau dans le contexte des négociations? C'est

peut-être la première question qu'il faudrait se poser si l'on veut vraiment comprendre la vraie réponse du vrai "milieu" à ce rapport. Il est en effet clair que pour étudier toute cette question de l'avenir de l'enseignement collégial avec la sérénité nécessaire, les professeurs du réseau ont besoin de savoir, au préalable, que suite aux négociations ou suite au rapport Nadeau, il n'y aura pas de mises à pied massives.

Les professeurs se demandent s'ils vont perdre jusqu'à leur dénomination. On les appellerait désormais, selon le rapport: "premiers associés, agents coopérateurs des processus internes de croissance, facilitateurs des démarches d'apprentissage, ou explicitateurs des objectifs à poursuivre."

Même le Conseil du Patronat a émis des réserves à l'égard de ces néologismes. Au fond, qu'importent les étiquettes, c'est le contenu de la bouteille qui compte et c'est ce qui préoccupe les professeurs.

Le rapport Nadeau admet que l'implantation de la réforme qu'il propose ne peut se concevoir si la sécurité d'emploi n'est pas garantie aux

professeurs. Il est en effet normal que les professeurs refusent une réforme qui entraînerait la mise à pied d'enseignants. "Seul, un contexte de sécurité d'emploi et de stabilité de classification permettra aux professeurs d'entrer dans l'évolution que nous proposons¹". Le rapport sur l'enseignement collégial indique que déjà le rapport Roquet, l'hypothèse C et le projet de nouveau régime pédagogique, qui incidemment tendaient à marginaliser la formation générale, "ont été relégués aux oubliettes²", parce que la sécurité d'emploi n'avait pas suffisamment été prise en considération. Les professeurs ne pourront qu'être d'accord avec le principe de la garantie de la sécurité d'emploi.

Cette sécurité cependant est soumise à des restrictions qui ne sont pas claires. "Toutefois, cette sécurité d'emploi reste **conditionnelle**. Elle suppose une évaluation positive du travail. Par ailleurs, elle **n'est pas attachée à une fonction ou à une institution***. L'individu est alors considéré comme ressource humaine au service d'un milieu qui en a besoin³".

La stabilité de la classification est également évoquée d'une façon imprécise. "Le Conseil supérieur considère, aussi, qu'il faudra un jour, reviser le mode actuel de classification des professeurs oeuvrant dans les collèges, penser à des modes renouvelés qui utilisent des catégories et des degrés, la possibilité d'avancement accéléré, qui tiennent compte des tâches diverses d'éducation, du rendement, etc⁴". Cette idée est reprise à plusieurs endroits. On peut songer à une révision de la classification du personnel, puisque les tâches spécifient autrement les fonctions que la scolarité et l'expérience⁵".

Le rapport Nadeau reflète également la tendance que l'on retrouve entre autres en France: celle de créer des catégories d'enseignants moins qualifiés avec des conditions de travail inférieures: "de spécialiser les agents coopérateurs, de distinguer des professeurs, des assistants, des techniciens, de distinguer les fonctions professionnelles et les fonctions de soutien⁶".

Le rapport Nadeau parle également de la formation des maîtres. On nous dit, entre autres, que: "la formation en milieu de travail est

une condition bien établie⁷", que "ce sont les besoins institutionnels, les besoins des programmes, et non les seules ambitions personnelles qui commandent le perfectionnement⁸".

À cela, il faut ajouter qu'à l'encontre du rapport Parent, le rapport Nadeau semble vouloir ignorer la place qui revient aux professeurs par l'intermédiaire de leur organisation syndicale dans la vie du collège. Selon le comité Nadeau, les syndicats ne font que nuire au bon fonctionnement du Conseil d'administration actuel. De plus, selon des griefs fidèlement rapportés par le comité, ils nuisent également par "l'endoctrinement des étudiants, par leurs attitudes syndicalistes étroites. Ces dernières peuvent si facilement fausser le jeu de l'évaluation, de la relation avec l'étudiant, des tâches, du perfectionnement".

La contribution des syndicats d'enseignants, et même des syndicats en général⁹, leur lutte pour l'amélioration des normes, contre les attitudes patronales étroites mises en évidence aux cégeps de La Pocatière, de St-Hyacinthe et d'ailleurs, et toutes les revendications touchant la qualité de l'enseignement sont ignorées par le rapport Nadeau. La revendication de la F.N.E.Q. visant à mettre sur pied une commission pédagogique nationale, dans le but de prévoir les projets de changement, ne semble pas attirer l'attention du comité¹⁰.

Pourtant, le rapport de l'UNESCO, présidé par Edgar Faure, nous semble avoir mieux compris l'apport indispensable des enseignants dans tout projet de réforme:

Au plan de l'application concrète des réformes, le succès ou l'échec dépend de l'attitude du corps enseignant. Or, dans la plupart des schémas imaginés par les théoriciens de l'innovation, tout se passe comme si l'on entendait agir sur les enseignants — pour eux sans doute, mais rarement avec eux. Attitude de paternalisme technocratique, fondée sur la méfiance, et qui suscite en retour la méfiance. Dans les circonstances présentes, ce n'est pas aux réformes internes que les enseignants, dans leur ensemble, opposent des résistances, ce sont les conditions dans lesquelles elles leur sont présentées, pour ne pas dire imposées, qui les offusquent. D'où l'importance d'associer activement les éducateurs à toute entreprise de réforme de leur domaine¹¹.

Or, les enseignants sont désormais un groupe organisé. C'est par la reconnaissance de ce fait que la réforme sera possible. L'essentiel se jouera donc à la table de négociation et non par des coups de sonde, ou par des rapports

*Souligné par nous.

“d’experts” férus de lectures rapides. Autrement le vrai “milieu” risque de riposter s’il se voit de nouveau bousculé.

Durant les huit ans d’existence des cégeps, les professeurs ont eu plus que leur part de bousculade: intégration, négociations, déclassement, décret, mises à pied, tutelles, coupures de traitement, incompréhensions des administrations, accusations de toutes sortes. Alors que ce sont eux qui ont fait que les cégeps existent et qu’un enseignement de qualité se donne. Ils ne peuvent être tenus responsables des conditions dans lesquelles se donne l’enseignement au secondaire, non plus que des dispositions créées par la norme 1/15 au collégial. L’oublier serait courir vers une situation chaotique qui ne serait dans l’intérêt de personne.

... AUX EXIGENCES DE LA RENTABILITÉ DU POUVOIR EN PLACE

Le rapport Nadeau, s’il ne fait aucune recommandation concrète sur la tâche, toutefois par ses considérations, accrédite une situation que les professeurs ne pourront que récuser:

Il est raisonnable de croire que les coûts de l’éducation atteignent leur sommet. Avec les autres commissions d’études du Canada et des États-Unis qui ont récemment analysé l’éducation post-secondaire, le Conseil supérieur croit qu’il faudra trouver moyen de tirer meilleur parti des ressources à l’intérieur des contraintes budgétaires actuelles: ainsi, par exemple, dans un objectif d’utilisation optimale des ressources, une même institution pourrait dispenser à la fois des programmes post-secondaires moyens et des programmes longs. En termes d’utilisation de ressources, le milieu devra innover; l’État et les collèges, ces prochaines années, devront faire effort pour rationaliser davantage l’utilisation des ressources¹².*

Selon le rapport Nadeau, il y aurait donc gaspillage ou du moins déperdition des ressources présentes dans les cégeps. D’où nécessité de “rationaliser davantage l’utilisation des ressources”. Mais comment? Il ne le dit pas. À ce chapitre, la *Commission d’étude de la tâche des enseignants du collégial* (CETEC) est un peu plus explicite et pour cause:

Pour la rentabilité administrative, il y a lieu de noter que, d’une manière générale, la personnalisation de l’enseignement ne requiert aucun investissement spécifique: il s’agit plutôt d’user au maximum des ressources déjà existantes. Enfin, l’optique même de la personnalisation de l’enseignement fait reporter sur l’étudiant la responsabilité de plusieurs tâches qui, traditionnellement,*

sont dévolues exclusivement au professeur: élaboration des objectifs, choix et développement des contenus, organisation des activités d’apprentissage, évaluation¹³.

L’affirmation de la CETEC ne peut que faire sourire ceux qui vivent l’expérience pédagogique. Dire qu’une plus grande implication des étudiants plutôt que les cours magistraux traditionnels signifie un allègement pour le professeur, c’est faire preuve d’une ignorance grave des conditions concrètes de la pédagogie visée. Néanmoins, si l’on poursuit dans cette lignée, on s’aperçoit que le rapport Nadeau et la CETEC sont sur cette question en bonne compagnie avec l’Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.):

De même, leurs méthodes d’enseignement sont fort coûteuses, caractérisées par un grand nombre de professeurs, de matériel et d’installation très onéreux. Des améliorations interviendront certainement si les crédits viennent à être restreints (sic). C’est à ce moment-là que serait mis à l’épreuve l’esprit missionnaire (re-sic) des responsables qui devraient, si on le demandait, accueillir davantage d’étudiants dans leurs établissements, et ce malgré, la réduction des ressources financières. En pareil cas, ils pourraient devenir des pionniers de la réforme des méthodes traditionnelles d’enseignement et d’apprentissage¹⁴.*

Par ailleurs, les positions du Conseil du Patronat sont connues. Dans *Le Devoir* du 12 septembre 1975, M. Ghislain Dufour du C.P.Q. n’y allait-il pas de ses conseils?:

Une amélioration de la productivité dans ce secteur permettrait d’ailleurs facilement de compenser un gel des effectifs. Au moment où les secteurs public et para-public offrent parmi les meilleures conditions de travail au Québec, il nous semble un peu facile d’accepter comme faisant partie du folklore le manque de productivité, les mises sur tablette et la sécurité d’emploi et de revenu dans ces secteurs¹⁵.

Les comités d’études mis sur pied par le gouvernement sont, nous dit-on, indépendants de toutes influences. Mais comment ne pas voir certaines coïncidences entre leurs recommandations et celles préconisées par le Conseil du Patronat, les Chambres de Commerce, l’Organisation de coopération et de développement économiques dont le Centre pour la recherche et l’innovation dans l’enseignement a vu le jour en 1968 grâce à des fonds de la Royal Dutch Shell et la Fondation Ford? Nul n’ignore les intérêts que défendent ces groupes socio-économiques. Et pourtant, le rapport Nadeau et la CETEC prennent parti pour un type de rentabilité, celui du pouvoir en place. Ce n’est pas que

*Souigné par nous.

*Souigné par nous.

nous en soyons très étonnés, mais nous nous devons d'infirmer les prétentions d'objectivité et de neutralité des membres de ces comités.

Ceci explique la méfiance, pour ne pas dire l'opposition qu'ont les professeurs conscients à l'endroit de ces types de comités, à moins qu'ils ne soient constitués sur une base paritaire. Ce qui ne fut pas le cas. Mais, nous rétorquera-t-on, c'est la mise en cause des recherches gouvernementales. Ce qui est effectivement le cas. À ce titre, les auteurs du rapport Nadeau par leur soumission aux objectifs du pouvoir en place, nous apparaissent s'être placés sur un terrain beaucoup plus idéologique que scientifique. C'est vrai que les salariés sont incapables de payer plus pour l'Éducation, mais c'est aussi vrai que les actionnaires de la grande entreprise refusent de se laisser taxer comme l'équité l'exigerait et que ce sont eux qui décident. Ce qui est inadmissible. Ce n'est donc pas sur le dos des travailleurs, ni sur celui des enseignants ou des étudiants que doivent s'établir les priorités en matière d'éducation. C'est un point de vue que nous avons déjà commencé à expliquer ailleurs¹⁶. Comment espérer ensuite que l'équipe Nadeau puisse prendre ses distances vis-à-vis du pouvoir en place et du patronat lorsqu'elle aura à traiter des besoins des étudiants et du type de culture générale requis dans le Québec d'aujourd'hui?

Les professeurs syndiqués seront-ils les seuls à mettre leur tête sur le billot pour revendiquer autre chose qu'une norme platement administrative comme la norme 1/15, soit une tâche maximale plus équitable?

Les directions locales, en particulier les directeurs généraux, qui connaissent bien les problèmes posés par la norme 1/15 et les mises à pied annuelles, sauront-ils prendre une position qui soit autre chose qu'une docilité servile aux consignes du pouvoir en place?

Dans un tel contexte, le rapport Nadeau constitue un élément significatif certes, mais il ne définit sûrement pas la problématique dans toute sa complexité.

DES BESOINS DES ÉTUDIANTS...

Jusqu'ici, universitaires et monde du travail identifiaient besoins et objectifs et les imposaient à l'étudiant. Désormais, l'école, tout en ne devenant pas la fantaisie de l'étudiant, réponse à des caprices, doit répondre à des

besoins authentiques, et à des besoins assumés par l'étudiant¹⁷.*

Comme si l'application des recommandations du rapport Nadeau allait mettre fin à cette situation! Or le rapport ne fait qu'accentuer l'emprise de l'industrie sur les études collégiales. La représentation de l'entreprise sera accrue dans la vie du collège: Conseil d'administration, module, comité régional des programmes. L'entreprise voit ses demandes satisfaites par le rapport concernant les cours de culture générale et la division sociale progressive des étudiants qui se destinent à l'université et de ceux qui vont immédiatement sur le marché du travail.

La séparation progressive du secteur général et du secteur professionnel, réclamée depuis longtemps par le Conseil du Patronat du Québec, n'est pas non plus une revendication étudiante puisque selon le rapport Nadeau lui-même "l'intégration du général et du professionnel apparaît à la majorité comme objectif valable¹⁸". Pourtant les étudiants ne semblent pas se faire une idée étroitement utilitariste de leur formation de base.

Une étude commandée par le comité Nadeau confirme d'ailleurs cette impression. Cette étude nous apprend que 42% des étudiants veulent se préparer à un métier, 36% veulent développer leurs capacités intellectuelles, 17% veulent apprendre à se donner des buts dans la vie et 5% veulent gagner un salaire plus élevé¹⁹. Nous devons conclure de ces chiffres que 53% ne considèrent pas leur formation professionnelle au sens étroit du rapport Nadeau comme leur but premier. Or le comité Nadeau décrète que "désormais, c'est à travers des études qui sont d'abord des études professionnelles, orientées, que la personne se formera, qu'elle acquerra sa formation fondamentale²⁰". Pour ceux qui voudraient malgré tout élargir leur culture générale, se préparer à être des citoyens actifs, mieux connaître la richesse de leur patrimoine culturel, le comité Nadeau porte un jugement bien étrange: c'est "vouloir prolonger l'esprit gratuit des études secondaires avec les étudiants du post-secondaire²¹", et c'est aussi "rêver ou retarder indûment le développement de la personne²²".

Pudiquement, le rapport nous dit que "la société sera appelée à aider l'étudiant à faire ce

*Souligné par nous.

choix²³”, que “les besoins du programme font partie de l’environnement²⁴” ou encore que des facteurs d’ordre *communautaire* ou *académique* telles la disponibilité du marché, les exigences des corporations professionnelles et celles des disciplines elles-mêmes vont demeurer²⁵. On pouvait s’en douter! Le programme ne sera donc pas élaboré en fonction de l’étudiant, futur citoyen d’un pays, mais en fonction de l’étudiant, futur producteur. Le programme ne se justifie pas autrement. On ne peut qu’être stupéfait quand on passe des principes aux applications du rapport Nadeau. Ce serait en effet mal comprendre l’orientation du rapport que de s’attarder aux principes, aux constatations qui sont souvent justes. Les exemples trop rares nous démontrent l’étroitesse de la conception du comité du Conseil concernant la formation professionnelle²⁶.

Selon le rapport, la formation générale proprement dite est supposée acquise ou donnée au niveau secondaire. Or rien n’indique qu’elle le soit et les professeurs des cégeps en sont conscients. Des carences nombreuses se manifestent: “une absence de rigueur dans la pensée et la méthode de travail, la faiblesse du sens critique, la pauvreté de la langue, la disparition du sens historique²⁷”. Toutes ces constatations faites par le milieu universitaire selon le comité Nadeau, l’ont été aussi par les professeurs du cégep. Or, parce que la formation générale pose un problème, doit-elle pour autant être supprimée ou amputée, comme c’est le cas avec la disparition des cours communs²⁸? Il nous semble essentiel que tout futur citoyen, qu’il veuille devenir informaticien ou avocat, acquière une connaissance de base des institutions sociales, politiques et économiques de son pays ainsi que de ses fondements historiques, linguistiques et philosophiques. Le cégep ne devrait-il pas offrir une bonne culture générale plutôt qu’une adaptation utilitaire visant à “une plus grande intégration du cours professionnel aux exigences de la bourgeoisie industrielle²⁹”?

Selon le rapport, ce serait “vouloir prolonger l’esprit gratuit des études secondaires avec les étudiants du post-secondaire³⁰” et même “rêver ou retarder indûment le développement de la personne³¹”! C’est gros comme affirmation, mais surtout révélateur d’un certain esprit. Il ne faut pas trop poser de questions à des “experts” aussi sûrs d’eux-mêmes. Sur cette question, la C.S.N. était plus nuancée:

Ce qui ne veut pas dire que les cours de formation générale ne pourraient être mieux adaptés aux problèmes spécifiques qu’auront à vivre les étudiants du professionnel comme futurs travailleurs qualifiés, mais cette adaptation peut et doit se faire à l’intérieur du cégep actuel qui regroupe les deux grands types de formation³².

... AUX IMPÉRATIFS DE L’ENTREPRISE

En dépit des allégations du comité Nadeau, nous devons bien constater que ce ne sont pas les aspirations des étudiants, leurs besoins, qui ont déterminé le contenu du rapport. Il semble en effet, que plusieurs exigences du Conseil du Patronat du Québec et des Chambres de Commerce du Québec aient été satisfaites. Le mémoire du patronat vante l’exemple donné par les CAAT* de l’Ontario qui “devaient s’occuper en exclusivité de la formation des techniciens et technologues³³”.

Le Conseil du Patronat affirme qu’un bon enseignement professionnel doit tenir compte prioritairement du fait que ce cours spécialisé débouche directement sur le marché du travail³⁴. Pourquoi en effet, selon les patrons, une biochimiste devrait-elle connaître et aimer les trésors de notre littérature québécoise!

Il est important de noter une des raisons motivant la méfiance des patrons à l’égard de la culture pour leurs employés et de l’indépendance d’esprit qu’elle peut susciter: “les milieux industriels voient d’un très mauvais oeil les contestations sporadiques qui ont cours dans certains cégeps et, à tort ou à raison, ils peuvent difficilement éliminer la possibilité qu’une partie des étudiants du professionnel y participe. Étant donné que ces jeunes doivent déboucher directement sur le marché du travail, il est compréhensible que l’industrie québécoise agisse avec prudence dans le recrutement de techniciens qui pourraient se révéler plus tard des contestataires “professionnels” à l’intérieur de leur propre entreprise³⁵”.

M.G. Dufour, vice-président du C.P.Q., était encore plus clair. “Ce que nos enfants connaîtront et ce à quoi il faut les préparer, c’est une société basée sur la propriété privée des moyens de production, l’État se chargeant des grandes responsabilités collectives comme l’éducation, la santé, la qualité de la vie³⁶”. Qui dit mieux? Le patronat nous indique ce que sera

*Colleges of Applied Arts and Technology.

selon lui l'avenir du Québec, définit le rôle de l'État, le contenu des cours que doivent donner les enseignants, et ce que les étudiants doivent penser.

Le Conseil du Patronat recommande donc que "les programmes d'enseignement spécialisés soient préparés en *coopération étroite** avec les représentants des secteurs industriels concernés³⁷", ce que nous retrouverons dans le rapport Nadeau.

Le patronat souhaite "une séparation complète de l'enseignement professionnel à l'intérieur d'une régionale de cégep". Le rapport Nadeau laisse la porte largement ouverte à la réalisation de ce souhait.

La Chambre de Commerce du Québec, pour sa part, souhaite que le Conseil d'administration des cégeps soit "le lieu où se prennent les décisions finales³⁸". "Nous proposons, ajoutent sans rire, les Chambres de Commerce, d'exclure du Conseil d'administration, les étudiants, les enseignants, les représentants des parents des étudiants et, en général, tous les employés du cégep, y compris le directeur des services pédagogiques³⁹".

Il n'y a pas à s'étonner que les exigences du Conseil du Patronat et des Chambres de Commerce s'harmonisent bien avec les grandes orientations proposées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il n'y a pas que les syndicats qui se concertent. Les patrons le font même plus facilement et avec plus de moyens.

En fait, les besoins des étudiants sont réduits par le comité Nadeau, à un besoin, celui de la division technique et sociale du travail. Il s'agit moins d'une découverte que d'un choix social et politique. Objectivement, malgré ses allégations et son vocabulaire ronflant, le rapport Nadeau par son orientation, conduit à asservir l'enseignement collégial aux impératifs de la division sociale et de l'entreprise privée au détriment de la démocratie, de la polyvalence et de la culture.

*Souligné par nous.

L'AVENIR DES CÉGÉPS EST UN PROBLÈME POLITIQUE

Que feront le gouvernement et ses associés, les directions locales? Que feront les syndicats d'enseignants, les étudiants, les professionnels, les employés de soutien? Le problème soulevé par le rapport Nadeau n'est pas que pédagogique, il est surtout politique. Il s'agit d'un problème de la cité, de la "Polis", d'un régime économique visant à restreindre les coûts des dépenses pour l'Éducation et ce, sur le dos des travailleurs et des fils de travailleurs. Le syndicalisme québécois ne peut souscrire à de telles visées. Il poursuivra ses efforts de recherches, de réflexion, d'animation, de mobilisation pour une école démocratique et la qualité de son enseignement ●

L'auteur est vice-président de la Fédération nationale des enseignants québécois, C.S.N.

1. *Le Collège*, p. 90.
2. *Ibid.*, p. 91.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, Voir aussi sur cette question l'article de Arpin, Roland, sur la sécurité d'emploi, la tâche de travail et la participation. "Des enjeux familiaux que les cégeps doivent aborder dans un esprit élargi", *Le Devoir*, 8 août 1974; et une réponse faite par Demers, Guy, "CEGEP: vise-t-on l'éducation ou les profits?", *Le Jour*, 23 août 1974.
5. *Ibid.*, p. 87.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*, p. 89.
8. *Ibid.*, p. 90.
9. Cf. C.S.N., *Le système scolaire en question*, mars 1974.
10. On ne saurait en dire autant de l'ex-Directeur général de F.-X. Garneau, dont l'article dans *Relations* sur ce projet de la FNEQ rappelle, par sa démagogie, les dernières élucubrations de Jean-Paul Desbiens.
Cf. Ruest, Maurice, "Au collégial: vers un régime pédagogique négocié?", *Relations*, vol. 35, no 407, septembre 1975, pp. 234-240.
11. Faure, Edgar, *Apprendre à être, Vers une cité éducative*, UNESCO-Fayard, 1972, pp. 204-205.
12. *Le Collège*, p. 164.
13. *CETEC*, vol. 1, juin 1975, p. 181.
14. O.C.D.E., *Les nouveaux systèmes collégiaux au Canada*, 1973, p. 150.
15. Dufour, Ghislain, "Québec saurait-il profiter de la leçon de New-York?", *Le Devoir*, 12 septembre 1975.
16. Demers, Guy, "CEGEP: vise-t-on...", op. cit.
17. *Le Collège*, p. 17.
18. *Ibid.*, p. 94.
19. Béland, Paul, *Les attentes des étudiants au niveau collégial*, p. 17.
20. *Le Collège*, p. 29.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*, p. 15.
24. *Ibid.*, p. 58.
25. *Ibid.*, p. 59.
26. *Ibid.*, pp. 55-56, 81-82.

27. *Ibid.*, p. 34 et 37.
28. *Ibid.*, p. 80. Le point de vue officiel nous est d'ailleurs clairement présenté dans le *Guide du Citoyen*, Éditeur officiel du Québec 1975, p. 96:
"L'étudiant qui choisit un cours professionnel ne renonce pas pour autant à toute formation générale. La culture lui demeure accessible au niveau de certains cours (français, histoire, philosophie, anglais)".
29. C.S.N., *Le Système...*, op. cit., p. 27.
30. *Le Collège*, p. 29.
31. *Ibid.*
32. C.S.N. *Le système...*, op. cit., p. 28.
33. *Mémoire du Conseil du Patronat au CSE sur l'enseignement des techniques industrielles*, octobre 1973, p. 2.
34. *Ibid.*, p. 3.
35. *Ibid.*, p. 6.
36. *Les Affaires*, 23 juin 1975.
37. *Mémoire du CPQ*, p. 7.
38. *Mémoire de la Chambre de Commerce du Québec au CSE*, mars 1974, p. 4.
39. *Ibid.*, p. 4.

ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

Le Conseil supérieur a confié douze mandats de recherche, tant à des agents de recherche engagés à cet effet, qu'à des groupes de chercheurs du milieu. Voici la liste des études ainsi commandées:

1. *Les attentes des étudiants de niveau collégial, traduction scolaire d'un milieu socio-économique*, Paul Béland, CSE, mai 1974.
2. *La satisfaction au travail et les aspirations liées au travail des professeurs du réseau collégial québécois, secteur francophone*, Roland Foucher, INRS — Éducation, mai 1974.
3. *École et Société, continuité ou rupture?* Rosaline Cleaver, Claude Laflamme, Richard Lefrançois, Jacques Plamondon, Université de Sherbrooke, juin 1974.
4. *Attitudes des étudiants du collégial face à leur activité et à leur contexte scolaires*, Léon Bernier, INRS — Éducation, mai 1974.
5. *Comparaison du rendement académique et des perceptions face à l'enseignement reçu d'étudiants appartenant à des classes mixtes quant à l'orientation*, François Gagné, Jean-Pierre Joyal, INRS — Éducation, mai 1974.
6. *Quelques statistiques évolutives et situationnelles concernant la clientèle de l'enseignement collégial*, Francine Hallé, CSE, août 1973.
7. *Bilan et perspectives de l'enseignement collégial: les structures administratives*, Commission de l'enseignement collégial du CSE, février 1974.
8. *Étude sur les ressources humaines de l'enseignement collégial*, Jean-Pierre Sourroubille, CSE, février 1974.
9. *Étude sur l'accès des finissants du collégial à l'université et au marché du travail*, Jean Cusson, CSE, janvier 1974.
10. *Pédagogie et recherches*, Jean Auger, CSE, février 1974.
11. *Connaissance des principaux modèles théoriques d'éducation (5 parties)*, Gaétan Allard, René Hivon, Gilbert Leclerc, Hélène Méhu, Gérard Poulin, Marcel Riendeau, Université de Sherbrooke, août 1974.
12. *Étude sur le financement des cégeps, des collèges privés et de l'éducation des adultes de niveau collégial*, responsables Robert Faille, James Drew, Pierre Royer, HEC, avril 1975.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

RENSEIGNEMENTS DIVERS

CHRONOLOGIE

A) LE MANDAT

En février 1973, le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, demandait au Conseil supérieur de l'Éducation "... un avis sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial, c'est-à-dire sur les résultats atteints à ce jour, sur les problèmes qu'il suscite et sur les orientations à retenir pour son développement ultérieur tant sur le plan administratif que pédagogique". (Extraits de la lettre du ministre de l'Éducation au président du Conseil supérieur de l'Éducation, le 15 février 1973).

En acceptant cette responsabilité, les membres du Conseil ont demandé au ministre de leur laisser "l'entière responsabilité de la préparation et de la formulation de l'avis...", et pour ce, de "définir le mandat et les objectifs" de l'étude; de "déterminer la délégation des responsabilités"; de "déterminer le personnel requis pour mener à bien la réalisation du mandat défini"; de "définir, avec le ministre de l'Éducation, le budget spécial requis pour la réalisation du mandat". Ce n'est qu'en septembre 1973, que ces conditions furent finalement entérinées, d'abord par un arrêté du Conseil du Trésor, puis, par un document confiant au Conseil supérieur de l'Éducation l'administration autonome du budget requis pour mener à bien la réalisation du mandat. (*Le Collège*, p. VII).

B) DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION

Nous tenterons de retracer, ici, de façon sommaire, entre février 1973 et juillet 1975, les principales étapes d'élaboration, de rédaction et d'adoption du rapport sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial.

AUTOMNE 1973. *Tournée de la province*, effectuée par région. Rencontre des groupes, organismes et institutions intéressés, pour les informer des objectifs de l'étude, de la démarche adoptée et inviter les personnes et groupements à soumettre des mémoires ou autres documents pertinents au comité du Conseil. Le comité a effectivement reçu 340 mémoires dont la rentrée s'est échelonnée jusqu'en juillet 1974. Il en fit l'objet d'une analyse qui le conduisit à la rédaction de 14 documents groupés en deux dossiers ayant pour titres "Information" et "Hypothèses et orientations".

PRINTEMPS 1974. "Tables" régionales et sectorielles. Du 1er avril au 3 mai 1974, le comité a organisé quarante-cinq "tables" régionales de consultation dans toutes les principales régions du Québec. Environ trois mille six cents

personnes, ayant reçu chacune, au préalable, une copie de l'ensemble des dossiers, furent invitées à participer à ces "tables" régionales. Pour les membres du comité, de même que pour les membres du Conseil supérieur, de ses comités et commissions, ce fut l'occasion d'échanger, non seulement avec toutes les catégories de personnes vivant dans les cégeps mais, également, avec des délégués des institutions privées, des autres niveaux d'enseignement, des parents et des milieux socio-économiques. De mai 1974 à mars 1975, une trentaine de "tables" sectorielles de consultation furent organisées. Réunissant chacune, d'une part, quelques membres du comité, du Conseil et de ses commissions et, d'autre part, des membres d'un organisme représentant un secteur important de la société québécoise (corporation, syndicat, etc.), ces "tables" sectorielles ont permis d'approfondir certains aspects des mémoires de ces organismes, de comparer leurs prises de position avec le bilan de la consultation provinciale et de vérifier leurs réactions face aux grandes orientations de la réforme qu'élaborait le comité. (*Le Collège*, pp. 217-218).

ÉTÉ-AUTOMNE 1974. Le comité travaille à grouper sous des thèmes ce qui ressort de la consultation, des recherches qu'il a menées parallèlement à la consultation (entre autres, le dépouillement des grands rapports parus au Canada et en Occident) et de sa propre réflexion. Ceci l'amènera à rédiger deux séries de documents:

1° Douze documents préliminaires renfermant les orientations de base du comité et certaines données particulières à des secteurs d'application. Voici les titres de ces documents: le programme, le professeur, la formation professionnelle, de l'éducation des adultes à l'éducation des jeunes, l'auto-évaluation institutionnelle, les ressources financières, l'accessibilité, l'organisation des ressources, la relation collège-université, aspects pédagogiques, les institutions privées, conditions d'implantation. (On peut consulter ce dossier — *Études préliminaires du comité d'étude sur l'enseignement collégial* — au Centre de documentation du CADRE.) Ces documents sont ensuite mis en circulation.

2° La synthèse de la consultation regroupée sous 19 thèmes.

DÉCEMBRE 1974. "Tables" provinciales. À deux occasions, soit les 6 et 16 décembre 1974, le comité a procédé à des consultations au niveau de "tables" provinciales. Tout d'abord, le 6 décembre, il soumettait à l'attention des délégués au congrès d'orientation de la Fédération des cégeps les principales conclusions auxquelles conduisait son étude de l'état et des besoins de l'enseignement collégial. Ces délégués ont pu formuler, alors, leurs commentaires. Ensuite, le 16 décembre, le comité rencontra, simultanément, quelque soixante-dix personnes représentant un grand nombre d'organismes d'envergure provinciale (corporations, associations, syndicats, etc.). Encore une fois, les principales conclusions de l'étude furent présentées et de nombreux commentaires recueillis. (*Le Collège*, p. 218).

PRINTEMPS 1975. Le comité du C.S.E. met au point la rédaction du rapport *Le Collège*. Des agents de recherche engagés à cette fin reçoivent la commandite de synthétiser les 19 études préliminaires sur la consultation. Ce document donnera lieu à la *Synthèse de la consultation*, document en annexe du rapport *Le Collège*.

C) ADOPTION ET DIFFUSION DU RAPPORT

10-11 JUILLET 1975. Le Conseil adopte le rapport.

21 JUILLET 1975. Le rapport est remis au Ministre.

7 AOÛT 1975. À l'occasion d'une conférence de presse, le rapport est rendu public.

AOÛT-SEPTEMBRE 1975. Le Service général des communications du ministère de l'Éducation reproduit le rapport à 16.000 exemplaires et le diffuse dans les collèges et divers milieux intéressés.

MI-NOVEMBRE 1975. Le rapport sera publié sous forme de volumes, une édition en français, l'autre en anglais. Par rapport à la version qui a circulé dans les collèges, datée du 10-11 juillet 1975, quelques corrections mineures ont été apportées. Le rapport sur la synthèse de la consultation (annexe au rapport) a été publié sous forme polycopiée en un tirage limité.